

14.02.2012 - 14:45 Uhr

economiesuisse - L'économie rejette d'une seule voix l'initiative de l'UDC

Zürich (ots) -

L'initiative populaire « contre l'immigration de masse » déposée aujourd'hui, ne résoudrait aucun problème, mais remettrait en question les accords bilatéraux conclus avec l'UE alors qu'ils ont fait leurs preuves. Au cours de ces dernières années, la Suisse a largement profité de l'immigration. C'est pourquoi l'économie rejette l'initiative d'une seule voix. Elle nuirait à la place économique suisse et menacerait la prospérité et des emplois. Les organisations économiques reconnaissent toutefois que l'immigration a aussi des conséquences négatives. Il faut les combattre avec des politiques en matière d'infrastructures, d'aménagement du territoire et d'intégration constructives et non avec des mesures disproportionnées.

Pour un petit pays comme la Suisse, qui souhaite rester compétitif, l'immigration de main-d'oeuvre est une nécessité. Compte tenu de la pénurie persistante de main-d'oeuvre, de nombreuses branches n'auraient pas connu une croissance aussi forte ces dernières années sans les travailleurs étrangers. L'immigration est un facteur décisif pour l'attrait de la place économique. Avec son initiative, l'UDC demande que l'immigration soit fortement limitée au moyen de contingents bureaucratiques. En cas d'acceptation, la Suisse devrait renégocier l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE, alors même que le peuple l'a confirmé à trois reprises. En conséquence, tous les autres accords bilatéraux seraient remis en question ; cela reviendrait à un auto-goal quand on sait que la Suisse gagne un franc sur trois grâce aux échanges avec l'UE. Aux yeux de l'Union patronale suisse, d'économie-suisse et de l'Union suisse des arts et métiers, ce serait non seulement extrêmement dangereux mais cela susciterait également de fausses attentes sans résoudre les problèmes.

Combattre les conséquences négatives Les organisations faitières de l'économie prennent au sérieux les évolutions négatives observées en Suisse renforcées par les flux migratoires et la croissance démographique. Elles sont prêtes à collaborer de manière pragmatique et constructive à l'élaboration de solutions. Ainsi, il convient de développer les infrastructures de transport déjà surchargées à certains endroits, en fonction des besoins et sur une base financière saine. De plus, il faut réagir au développement rapide des constructions et à l'envolée des prix des logements dans les grandes agglomérations avec un aménagement du territoire réaliste et réalisable et des lois en matière de construction plus flexibles. En ce qui concerne la politique d'intégration, des recettes innovantes sont nécessaires pour mieux intégrer les nouveaux arrivants.

Mise en oeuvre rigoureuse des mesures d'accompagnement En ce qui concerne le marché du travail, le Conseil fédéral s'est déjà attaqué, ces dernières années, à des problèmes comme le dumping salarial et les pseudo-indépendants. L'économie soutient les efforts déployés afin de mettre en oeuvre rigoureusement les mesures d'accompagnement de la libre circulation des personnes. L'Union patronale suisse, economie suisse et l'Union suisse des arts et métiers combattront l'initiative de l'UDC résolument et d'une seule voix.

Contact:

Union patronale suisse : Valentin Vogt, président, tél. 079 634 12 10

economiesuisse : Cristina Gaggini, directrice romande, tél. 078 781 82 39

Union suisse des arts et métiers : Hans-Ulrich Bigler, directeur, tél. 079 285 47 09